

L'école publique face au « choc des savoirs »

Grève et manifestation

Une grève suivie par près d'un enseignant sur deux selon les syndicats et un défilé plutôt fourni pour une action qui ne concernait que l'éducation : en Haute-Vienne, la journée d'hier s'est soldée par un succès certain au sein de la communauté enseignante. Mais la lassitude, la désillusion et la fatigue semblent avoir pris le pas sur la combativité, face à des réformes anxiogènes dont les profs disent ne plus saisir le sens.

Florence Clavaud-Parant

Il y a les suppressions de classes redoutées à la rentrée, les groupes de niveaux « infaisables » en collège, le « choc des savoirs » « passiste » de Gabriel Attal et puis ces incessants « dossiers » égrenés au fil des jours sur une ministre qui semble n'avoir jamais obtenu la moindre crédibilité...

Hélène, professeur de français en collège, est visiblement fatiguée. « Le matin, je n'ai même plus envie de me lever, explique cette enseignante expérimentée croisée hier dans la manifestation limougeaude. Mon métier se résume à avaler les injonctions d'un ministère qui ne sait plus où il va. Dans mon établissement, on s'apprête à faire éclater les classes de 6^e et de 5^e l'an prochain et à devoir expliquer à nos élèves que certains risquent de se retrouver dans une impasse s'ils n'ont pas le brevet. J'ai même des parents d'élèves de 3^e qui s'inquiètent déjà pour Parcoursup ! Je n'ai pas choisi ce métier pour faire du tri social. »

La communauté éducative vit une crise profonde dont les stig-

mates sont clairement apparus lors de la journée d'action d'hier, lancée à l'initiative de cinq fédérations enseignantes et particulièrement suivie en Haute-Vienne.

« On est là pour défendre l'école laïque et républicaine contre une vision passiste, complètement décalée de la réalité et des vrais enjeux de société »

Dans le département, selon le Snes-FSU, un enseignant sur deux a fait grève dans le second degré. Près d'une dizaine d'établissements ont dû rester fermés faute de personnels : les collèges Ronsard, Donzelot, Renoir, à Limoges, ou encore Jean-Rebier à Isle, Paul-Langevin à Saint-Junien, le collège et le lycée de Saint-Léonard-de-Noblat. Le syndicat a recensé 75 % d'enseignants grévistes au lycée Renoir à Limoges, 47 % au lycée Gay-Lussac, 52 % au collège d'Am-bazac...

En primaire, le mouvement

aurait été suivi par près de 40 % des professeurs des écoles, toujours selon les syndicats, avec au moins une vingtaine d'écoles fermées. Entre 400 et 600 enseignants, parents et personnels ont manifesté dans les rues de Limoges : pas de raz de marée, mais un défilé inhabituellement fourni pour un mouvement qui concernait exclusivement le secteur de l'éducation.

Les groupes de niveau : une question idéologique ?

En pleines discussions relatives à la carte scolaire 2024-2025 et alors qu'entre vingt-cinq et trente classes primaires pourraient être fermées en septembre en Haute-Vienne (lire par ailleurs), les raisons du mécontentement sont nombreuses. Elles touchent aussi aux salaires, aux conditions de travail, mais aussi au face-à-face idéologique qui oppose désormais la majorité des enseignants de l'école publique à Emmanuel Macron et à son gouvernement.

Les groupes de niveau en collège en seraient justement la meilleure illustration, si l'on en croit Marie-Pierre Granger, professeur de français au collège Calmette à Limoges. « À Calmette, on joue la carte de la mixité sociale et on a réussi à trouver un équilibre. Tout ce qu'on a fait depuis des années



va s'écrouler. Sur quels critères va-t-on trier les élèves ? Toutes les études montrent que mettre les plus faibles ensembles ne fait que les tirer vers le bas. Quelle continuité pédagogique va-t-on leur offrir ? Comment vont-ils vivre l'éclatement des groupes classes ? On a déjà des élèves anxieux qui nous disent : "on veut pas être dans le groupe des nuls, c'est la honte". Que peut-on leur répondre quand on sait que toutes les études disent justement que mettre les élèves les plus faibles ensemble ne fait que les tirer vers le bas ? »

La dimension sociale de l'école semble être remise en cause. C'est en tout cas l'avis de Stéphane Gargaud, assistant de service social scolaire et secrétaire académique du Snasen-Unsa. « Ici, on a environ un assistant social pour 1.500 élèves environ. Il y a des établissements où un AS n'est pas présent plus d'une demi-journée par semaine. À l'heure où il y a de plus en plus de détresse chez les élèves, ce n'est pas normal. Comme il n'est pas normal non plus qu'un AS gagne parfois moins qu'un personnel contractuel de catégorie



HIER À LIMOGES. Rassemblement devant le rectorat. PHOTO : STÉPHANE LEFÈVRE

C. Nous sommes oubliés et c'est un signal inquiétant... »

Avec en toile de fond la défense de l'école publique, les syndicats ont donc affiché un large cahier revendicatif. « On est là pour défendre l'école laïque et républicaine face au "choc des savoirs" de Gabriel Attal et sa vision passéiste, complètement décalée de la réalité et des vrais enjeux de société », explique Pierre Gautret, représentant creusois de l'Unsa - éducation.

Mais les participants au mouvement d'hier ont-ils pour autant l'espoir d'être entendus ?

« Les équipes sont fatiguées et démunies, explique Fabrice Prémaud, co-secrétaire départemental du SNUIPP-FSU (1^{er} degré). On a de plus en plus d'élèves dont la situation est complexe à gérer et de moins en moins de moyens. Dans ce contexte, la question salariale n'a toujours pas été réglée et les enseignants subissent un déclasserement qui alimente leur découragement. Beaucoup n'attendent rien de cette grève. Mais ils en ont tellement marre qu'ils ont voulu s'exprimer. Pour l'instant,

ils n'ont plus que ce mode d'action possible. » ■

(*) Selon le rectorat de Limoges, la participation à la grève dans les écoles est estimée à 26,59 %, dans les collèges à 30,68 %, dans les lycées d'enseignement général et technologique à 16,26 % et dans les lycées professionnels à 8,71 %. Des chiffres contestés par les syndicats, lesquels évaluent au double le taux réel de grévistes. Il y a en effet plusieurs grilles de calcul : celle du rectorat base ses estimations sur le nombre total de personnels, y compris ceux qui n'étaient déjà pas censés être présents le jour de la grève (arrêts-maladie, formation, pas de cours sur l'emploi du temps normal...), alors que les syndicats se basent sur le nombre de personnels réellement attendus devant classe ce jour.